

Élections Législatives du 18 Novembre 1962

Troisième Circonscription de la Somme (Vimeu-Amiénois)

CITOYENNES,
CITOYENS,
MES CHERS AMIS,

Le Ministère de Monsieur Pompidou, deuxième de cette législature, qui ne devait compter qu'un seul gouvernement, vient d'être renversé. L'Assemblée Nationale est dissoute et vous êtes appelés à élire le député de votre circonscription.

Le 18 Novembre, date du premier tour des Elections Législatives, vous n'aurez pas à répondre, cette fois, par Oui ou Non, mais à choisir parmi les cinq candidats qui se présentent à vous, celui que vous croyez le plus proche de vos idées, le plus apte à défendre vos légitimes intérêts, ceux de votre famille, ceux de votre région et à sauvegarder les libertés républicaines.

Votre vote doit signifier que vous voulez que la Constitution soit appliquée, que le Parlement ne soit pas tenu en lisière, c'est-à-dire que votre représentant ne soit pas laissé à l'écart des grands problèmes de la politique française et que vous exigez que le Gouvernement lui rende des comptes.

Je pense qu'aujourd'hui, alors que tant d'argent s'engouffre dans des dépenses de prestige, de réceptions et dans l'aide à des pays qui ne nous donnent même pas leur amitié,

LA VRAIE GRANDEUR, LA VRAIE RICHESSE DE LA FRANCE, C'EST SA JEUNESSE, et que pour elle on ne dépense pas assez.

La démocratisation de l'Enseignement doit couvrir nos besoins d'une main-d'œuvre instruite, d'ouvriers spécialisés et de techniciens supérieurs.

Et sur le plan local, la création à Amiens, d'une Académie et d'une Université s'impose. Le vote de crédits bien plus importants permettraient :

— de faire face aux besoins sans cesse accrus par une poussée démographique sans précédent et la nécessaire adaptation aux conditions techniques d'un monde en pleine évolution et d'obtenir, au profit des personnels de l'Education Nationale la place que lui confère, dans une Nation moderne, l'importance de la mission qui lui est confiée.

Je pense :

— que doit cesser la fermeture systématique des écoles laïques de nos petits villages ; — que s'impose la construction d'établissements de tous degrés nécessaires et, plus spécialement d'écoles d'enseignement technique — industriel pour la région du Vimeu et la Vallée de la Nièvre — agricole pour les cantons du sud de la circonscription ; — que doit s'accélérer la construction d'H.L.M., de logements en accession à la propriété, pour ne plus faire de la France (où près de 500.000 mariages seront célébrés en 1965) un pays sous développé en ce domaine de la construction.

Il ne faut pas continuer à laisser à des spécialistes anonymes et irresponsables les grandes décisions qui commandent notre existence ; il n'est pas concevable que l'on impose au pays des directives dont ses élus n'ont jamais eu à connaître et qui sont uniquement le fruit des choix de techniciens plus ou moins savants ou de technocrates trop imbus de leur supériorité.

Un plan mûrement étudié et établi après l'accord de nos élus doit définir la politique économique et sociale.

Cette politique devra tenir compte des impératifs humains et ne pas exiger des sacrifices du seul côté des travailleurs, des ouvriers, des artisans, des cultivateurs, des petits industriels, des fonctionnaires, des classes moyennes, des vieux, des déshérités, tout en laissant à la spéculation la possibilité d'amasser de grosses fortunes.

Car de la politique actuelle de l'U.N.R. vous êtes victimes vous :

OUVRIERS — qui ne peuvent constamment vivre de promesses en ce qui concerne l'amélioration de leur pouvoir d'achat et la suppression des abattements de zones ;

ARTISANS — dont la conversion n'est pas facilitée ;

COMMERÇANTS — dont on vient de discuter le principe de la propriété commerciale ;

Sciences Po / fonds CEVIPOF

VIEILLARDS — qui, au nombre de 2 millions, n'ont pas pour vivre 400 francs par jour ;

PAYSANS — chez lesquels un malaise profond règne depuis 3 ans, catégorie sociale la plus déçue, la plus molestée par le Pouvoir et choquée de voir les trusts transformateurs de produits agricoles bénéficier beaucoup plus que les producteurs de la compréhension des gouvernements. M. Debré, Premier Ministre U.N.R., a déclaré qu'un tiers des exploitations familiales devait disparaître, soit 7.000 exploitations dans notre département.

J'affirme qu'il faut défendre, protéger, équiper l'exploitation familiale, facteur de sagesse, d'équilibre dans notre région :

— en permettant l'écoulement des produits à des prix suffisamment rémunérateurs ;
— en améliorant l'habitat ;
— en favorisant, au maximum, le remembrement des terres ;
— en terminant les adductions d'eau ;
— en créant des écoles ménagères, des écoles agricoles et des foyers ruraux.

∴

Le PARTI SOCIALISTE défend la légalité républicaine, comme il en a exigé le respect en 1958 quand, après le 13 mai, les chefs militaires d'Algérie — aujourd'hui en prison — voulaient imposer par la force la venue du Général de Gaulle au pouvoir.

Les Socialistes comme tous les Républicains ont obtenu alors que le Général de Gaulle se présente devant l'Assemblée Nationale et que son gouvernement reçoive mission de rédiger une nouvelle Constitution assurant la stabilité gouvernementale.

Aujourd'hui, la position socialiste, face aux factions et aux menaces, reste la même car, **si on ne respecte pas la Légalité on accepte la fatalité de la guerre civile.**

J'espère donc après ces soubresauts, ces drames et ces deuils inutiles qu'une politique d'apaisement viendra restaurer l'unité de la France aujourd'hui par trop divisée ;

que la France sera présente dans les organisations internationales ;

que tous les efforts seront faits pour bâtir l'Europe sur le plan économique, social, politique ;

que nous ne verrons pas revivre le militarisme allemand dont cette région a tant souffert et que la force de dissuasion n'étant pas dans nos possibilités nationales, nous pourrons mener des négociations avec tous les gouvernements de tous les pays libres pour aboutir à une défense commune, condition de la détente internationale qui doit un jour permettre le désarmement général.

Nous voudrions que le Socialisme, réalisateur et humain, s'identifie, chaque jour, à une France nouvelle, réconciliée, heureuse.

PAYSANS, TRAVAILLEURS, OUVRIERS, ARTISANS, PETITS INDUSTRIELS, COMMERÇANTS, FONCTIONNAIRES, VIEUX TRAVAILLEURS ET VOUS SURTOUT JEUNES, EN VOTANT SOCIALISTE LE 18 NOVEMBRE,

VOUS VOTEREZ

Pour LA PAIX CIVILE
Pour LA JUSTICE SOCIALE
Pour LA DEMOCRATIE
Pour LA LIBERTE.

VOUS VOTEREZ

Charles DUFOUR

Pharmacien

MAIRE D'HORNOY, CONSEILLER GÉNÉRAL,

Chevalier de l'Instruction publique,

La loi faisant obligation au candidat de désigner un remplaçant éventuel, J'ai choisi **Eugène DESENCLOS, Maire de Friville-Escarbotin**, Chevalier de l'Instruction Publique et du Mérite social, dont on connait la sincérité et le dévouement.

UNE ELECTION SE JOUE DES LE PREMIER TOUR DE SCRUTIN

Ne vous abstenez pas ! VOTEZ !

IMP. LAFOSSE - ABBEVILLE

Sciences Po / fonds CEVIPOF